



HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

5, Avenue du Stade de France - 93 218 Saint-Denis La Plaine Cedex

Tél. 01.55.93.70.00

N°SIRET : 110 000 445 00020 - Code APE : 8411Z

Marché N°2024-36

Prestations de tierce maintenance adaptative et évolutive pour l'application SIAM2

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Mode de passation : La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le présent CCAP comprend 35 pages numérotées de 1 à 35

Sommaire

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT	5
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	5
1.2 Point de contact	5
ARTICLE 2 - MISSIONS	5
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE	6
ARTICLE 4 - ENJEUX ET OBJECTIFS DES PRESTATIONS DU MARCHE	6
ARTICLE 5 - TRANSFERT DE RESPONSABILITE	7
ARTICLE 6 - ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION DU MARCHE	7
6.1 Part forfaitaire	7
6.2 Part à bon de commande	7
ARTICLE 7 - DEFINITION	8
ARTICLE 8 - FORME ET MONTANT DU MARCHE	8
8.1 Forme du marché	8
8.2 Montant du marché	8
ARTICLE 9 - DUREE DU MARCHE	9
ARTICLE 10 - PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 11 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 12 - RÔLE DES PARTIES ET ORGANISATION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DES PARTIES	10
13.1 Obligations générales du Titulaire	10
13.1.1. Obligation de résultat	10
13.1.2. Qualité de service	10
13.1.3. Exigences réglementaires et opérationnelles	11
13.1.4. Obligation d'information, conseil et mise en garde	11
13.1.5. Gestion des risques	11
13.1.6. Traitements des anomalies	11
13.2 Obligations spécifiques du titulaire	11
13.3 Obligations de la HAS	12
ARTICLE 14 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	12
14.1 Engagements de pérennité	12
14.2 Engagements de conformité générale	12
14.3 Engagements d'interopérabilité	12
14.4 Engagements de compatibilité	12
14.5 Engagements de performances et d'ergonomie/design	12
14.6 Engagements anti-virus et sécurité	13
14.7 Engagements de jouissance paisible	13
14.8 Engagements collaboratifs	13
ARTICLE 15 - NIVEAUX DE SERVICE	14

15.1 Indicateurs	14
15.2 Traçabilité	14
ARTICLE 16 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 17 - SUIVI ET GOUVERNANCE	15
ARTICLE 18 - LIVRABLES DOCUMENTAIRES	15
ARTICLE 19 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
19.1 Mise en ordre de marche.....	15
19.2 Vérification d'Aptitude (VA)	16
19.3 Vérification de Service Régulier (VSR)	16
19.4 Réception des prestations objet du marché	16
19.5 Livraison des nouvelles versions de l'application	18
19.6 Réception des livrables documentaires.....	18
ARTICLE 20 - REVERSIBILITE ET CONTINUITE DE SERVICE	19
ARTICLE 21 - PROTECTION DES DONNEES	19
21.1 Description des données à caractère personnel concernées par le marché	19
21.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance	19
21.3 Finalités du traitement envisagé.....	20
21.4 Obligations du Titulaire vis-à-vis de la HAS	20
21.5 Obligations de la HAS vis-à-vis du Titulaire	22
ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	22
22.1 Régime des connaissances antérieures.....	22
22.2 Régime des résultats	23
ARTICLE 23 - LIVRABLES DOCUMENTAIRES	23
ARTICLE 24 - LIEU D'EXECUTION DU MARCHE	23
ARTICLE 25 - ACCES AUX LOCAUX ET USAGE DES RESSOURCES DE LA HAS	24
ARTICLE 26 - CONTROLE DES PRESTATIONS – AUDIT	24
ARTICLE 27 - PRIX	25
27.1 Généralités	25
27.2 Forme des prix.....	25
27.3 Révisions	25
ARTICLE 28 - PROCÉDURE DE COMMANDE.....	26
28.1 Définition du bon de commande.....	26
28.2 Demande de devis.....	26
28.3 Emission des bons de commande.....	27
28.4 Contenu des bons de commande.....	27
ARTICLE 29 - MODALITES DE REGLEMENT	27
29.1 Avance	27
29.2 Acomptes	28
29.3 Paiement.....	28
29.4 Remise des factures	28

29.5 Délai de paiement.....	29
29.6 Intérêts moratoires.....	29
29.7 Renseignements d'ordre comptable.....	29
ARTICLE 30 - SOUS-TRAITANCE.....	29
30.1 Conditions de la sous-traitance	29
30.2 Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance.....	29
30.3 Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.....	30
30.3.1. Demande de sous-traitance	30
30.3.2. Modification du volume de prestations sous-traitées	30
30.3.3. Paiement de la sous-traitance	30
ARTICLE 31 - PENALITES.....	30
31.1 Généralités	30
31.2 Pénalités pour retard	31
31.3 Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé.....	31
31.4 Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance	31
31.5 Autres pénalités	31
ARTICLE 32 - TRAVAIL DISSIMULE.....	32
ARTICLE 33 - DISPOSITIF DE VIGILANCE	32
ARTICLE 34 - ASSURANCES.....	32
ARTICLE 35 - QUALITÉ DE LA PRESTATION	32
ARTICLE 36 - ÉVALUATION DU TITULAIRE	32
ARTICLE 37 - CONFIDENTIALITÉ	33
ARTICLE 38 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	33
ARTICLE 39 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHE	34
ARTICLE 40 - RESILIATION	34
ARTICLE 41 - LITIGES.....	34
41.1 Règlement amiable.....	34
41.2 Procédure contentieuse.....	34
ARTICLE 42 - DEVELOPPEMENT DURABLE	34
ARTICLE 43 - REFERENCES COMMERCIALES	35
ARTICLE 44 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	35

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Haute autorité de santé (HAS)
Autorité publique indépendante à caractère scientifique
5, Avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis La Plaine Cedex
N° SIRET : 110 000 445 00020 Code APE : 8 411 Z
Téléphone : 01.55.93.70.50
Adresse Internet : www.has-sante.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur : le président du collège de la Haute autorité de santé.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique : le président du collège de la Haute autorité de santé.

Comptable assignataire chargé des paiements : l'Agent comptable de la Haute autorité de santé.

1.2 Point de contact

Haute autorité de santé
Pôle Achats et Marchés Publics
Téléphone : 01.55.93.70.50
Courrier électronique : marche.public@has-sante.fr
Adresse du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Ci-après dénommée « la HAS ».

ARTICLE 2 - MISSIONS

La Haute Autorité de santé (HAS) est une autorité publique indépendante à caractère scientifique, créée par la loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance maladie.

La HAS développe la qualité dans le champ sanitaire, social et médico-social. Elle travaille aux côtés des pouvoirs publics dont elle éclaire les décisions, avec des professionnels pour optimiser leurs pratiques et leurs organisations, et au bénéfice des usagers pour renforcer leurs capacités à faire leurs choix.

Elle a trois missions principales :

- **Évaluer** les médicaments, dispositifs médicaux et actes professionnels en vue de leur remboursement,
- **Recommander** les bonnes pratiques professionnelles, élaborer des recommandations vaccinales et de santé publique,
- **Mesurer et améliorer** la qualité dans les hôpitaux, cliniques, en médecine de ville, et dans les structures sociales et médico-sociales.

La HAS exerce son activité dans le respect de trois valeurs : la **rigueur scientifique**, l'**indépendance** et la **transparence**.

Elle coopère avec tous les acteurs au service de l'intérêt collectif et de chaque citoyen et porte les valeurs de solidarité et d'équité du système de santé.

Organisation

- Un Collège de huit membres, dont un président, le Professeur Lionel Collet
- Des commissions spécialisées
- Des services répartis en cinq directions opérationnelles
- 481 collaborateurs
- 1 638 experts externes
- 72,5M € de budget exécuté en 2023.

Pour de plus amples détails concernant les missions, les productions et l'actualité de la HAS, consulter le site Internet www.has-sante.fr

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une prestation de tierce maintenance applicative (TMA) pour l'application SIAM2, qui concerne le système d'information de l'accréditation des médecins et des équipes médicales pour la Haute Autorité de Santé.

Les prestations incluses dans le marché portent sur la TMA de l'application SIAM2 existante. Parallèlement à l'exécution de ces prestations, la HAS prévoit de développer un nouveau système d'information relatif à l'accréditation des médecins : le présent marché n'inclut ni les prestations de développement du nouveau système d'information relatif à l'accréditation des médecins ni sa TMA à l'issue du développement.

ARTICLE 4 - ENJEUX ET OBJECTIFS DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

Le Système d'Information de l'Accréditation des Médecins (SIAM) a été engagé par la Haute Autorité de Santé à la suite de la signature du décret du 21 juillet 2006 complété ensuite par le décret du 7 décembre 2006, instituant la mise en œuvre d'un dispositif d'accréditation des médecins et des équipes médicales exerçant en établissements de santé pour 21 spécialités.

La HAS a été chargée de la mise en œuvre du dispositif et du système de gestion associé dans les conditions définies au décret et a confié sa conception, sa réalisation et sa maintenance à un prestataire extérieur.

Ce dispositif a pour vocation de diminuer de façon importante les risques médicaux en établissements de santé en permettant d'identifier les risques et d'améliorer les pratiques médicales en conséquence. Son succès constitue un enjeu majeur pour le système de santé en France.

Le système d'information SIAM permet au niveau national :

- Aux médecins de s'engager dans le processus d'accréditation et de déclarer les événements porteurs de risques,
- Aux organismes agréés de traiter les dossiers d'engagement et de renouvellement ainsi que les déclarations d'événements indésirables associés aux soins, d'analyser les statistiques au travers de la base REX, de définir les programmes d'amélioration des pratiques des médecins et de suivre leur mise en œuvre,
- À la HAS d'administrer le système d'information.

Une première version de l'application SIAM permettant aux médecins de s'engager dans le dispositif d'accréditation a été mis en production le 11 juillet 2007, conformément aux dispositions du décret du 21 juillet 2006 et aux engagements de la HAS.

Une deuxième version évolutive de l'application SIAM, dite application SIAM2, a été mise en production en mai 2016, l'application est hébergée chez un prestataire externe.

Les décisions suivantes définissent le système d'accréditation :

- [Décision n° 2021.0111/DC/SEVOQSS du 15 avril 2021 du collège de la Haute Autorité de santé relative à la procédure d'accréditation des médecins et des équipes médicales](#)

- [Décision n°2022.0309/DC/SEVOQSS du 22 septembre 2022 du collège de la Haute Autorité de santé relative au cahier des charges des organismes agréés pour l'accréditation des médecins et des équipes médicales](#)

Un enjeu de l'évolution actuelle de l'application concerne sa capacité à proposer des accréditation pluridisciplinaires et/ou pluriprofessionnelles, à s'adapter aux exigences de la certification périodique des professionnels de santé et enfin à accompagner la montée en charge de la modalité d'accréditation en équipe.

L'expression des besoins et des objectifs est détaillée dans le CCTP n°2024-36.

ARTICLE 5 - TRANSFERT DE RESPONSABILITE

Conformément à l'article 38.3 du CCAG-TIC, la période de transition est la période pendant laquelle le pouvoir adjudicateur procède au transfert de la responsabilité technique des fonctions exécutées par le Titulaire dont le marché arrive à échéance, c'est-à-dire le titulaire du marché actuel de TMA de l'application SIAM2, au Titulaire du présent marché. Cette période de transition débute à la date de notification du marché et s'achèvera au plus tard à l'issue de la phase de prise de connaissance, sans que sa durée ne puisse excéder 6 mois.

La date effective du transfert de ladite responsabilité sera actée dans un procès-verbal signé par le Titulaire actuel du marché de TMA de l'application SIAM2, le futur Titulaire du présent marché, et la HAS.

Le périmètre applicatif transféré concernera l'intégralité de l'application SIAM2 telle que décrite dans le CCTP et intégrera l'ensemble de l'encours (corrections, évolutions, adaptations de l'application) à la date du transfert.

ARTICLE 6 - ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché n'est pas alloti car la consultation répond à des besoins non-dissociables compte tenu des liens étroits entre les différentes prestations attendues. Les prestations sont étroitement liées les unes aux autres.

Les prestations font donc l'objet d'un marché unique qui comprend une part forfaitaire et une part à bons de commande.

6.1 Part forfaitaire

Sur la part forfaitaire :

- Maintenance corrective
- Maintenance préventive
- Pilotage et suivi opérationnel de la prestation
- Support de niveau 3
- Supervision des batchs applicatifs et des web services
- Interventions SIAM2
- Activités liées à la prise de connaissance de l'application par la TMA

6.2 Part à bon de commande

Cette part à commandes est destinée à rémunérer les prestations supplémentaires susceptibles d'être commandées par la HAS, tout au long de l'exécution du marché, en sus des prestations incluses dans la part forfaitaire visée ci-dessus :

- Maintenance évolutive
- Maintenance adaptative
- Audit et études spécifiques
- Etudes d'impact
- Eventuelles activités de conseil
- La réalisation des tests en charge et de performances
- Réversibilité en fin de marché

Ces prestations donneront lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de la HAS. Elles seront rémunérées en fonction de la nature des prestations commandées, sur la base des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires.

ARTICLE 7 - DEFINITION

Les termes ci-dessous définis et identifiés au Marché au moyen de la première lettre en caractère majuscule auront, au singulier comme au pluriel, entre les parties la signification suivante :

Anomalie	Tout défaut reproductible des Equipements spécifiques indépendants d'une mauvaise utilisation. Les définitions des différents types d'anomalies (bloquante, majeure, mineure) figurent dans le CCTP.
Développements spécifiques	Programmes sources et objets documentés fournis à la HAS conformément aux prescriptions des documents contractuels et dont la réalisation est confiée au Titulaire dans le cadre du Marché. Les développements seront régis par le régime de la cession tel que précisé dans la clause « Propriété intellectuelle ».
Équipements	Désigne tout équipement Matériel ou Logiciel.
Livrables documentaires	Désigne l'ensemble des documents à la charge du Titulaire visés par les pièces contractuelles du Marché ainsi que par le PACQM et PAS-F. Les Livrables documentaires doivent, sauf dispositions contraires, faire l'objet d'une validation par la HAS selon les stipulations de l'article « Réception des Livrables documentaires » du présent CCAP.
Matériel	Désigne les équipements informatiques et périphériques, tels que les ordinateurs portables, les stations de travail, les serveurs, les onduleurs, les robots de sauvegarde et/ou d'archivage.
Partie	Désigne la HAS ou le Titulaire.
Prestations	Désigne tous les services fournis par le Titulaire dans le cadre du Marché.
Réversibilité	Désigne l'ensemble des Prestations ayant pour objet de transférer vers un nouveau Prestataire les équipements, dans les conditions prévues au Marché.
Système	Désigne l'application SIAM2.
Titulaire	Désigne la personne morale auquel le marché a été notifié.

ARTICLE 8 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

8.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché des techniques de l'information et de la communication (TIC).

Le code de la classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) concerné par le marché est le suivant :

- À titre principal : 72250000 - Services de maintenance des systèmes et services d'assistance.

Aucune tranche, ni variante n'est prévue au présent marché.

8.2 Montant du marché

Le marché sera exécuté à prix mixtes.

Les prix forfaitaires sont détaillés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF - annexe n°1 à l'acte d'engagement). Le montant pour la partie forfaitaire du marché est estimé à 240 000 € HT sur toute la durée du marché.

Les prix unitaires sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires (BPU - annexe n°2 à l'acte d'engagement). La part relative aux bons de commandes est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 250 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire.

ARTICLE 9 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période de 12 mois à compter de sa date de notification.

A la date anniversaire du marché, la durée pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois, soit une durée totale de 48 mois.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, la HAS notifie une décision expresse de non-reconduction au Titulaire au moins 1 mois avant la fin de la période en cours d'exécution. En cas de non-reconduction, le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

ARTICLE 10 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (**AE**) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (**DPGF**) ;
 - Annexe n°2 : le bordereau des prix unitaires (**BPU**) ;
- Le cas échéant, la déclaration d'acceptation du ou des sous-traitants ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : le dossier d'architecture technique et logicielle (**DAT**) ;
 - Annexe n°2 : les manuels utilisateurs suivants :
 - Manuels utilisateurs à destination des médecins,
 - Manuels utilisateurs à destination des utilisateurs interne HAS,
- Le plan d'Assurance Sécurité Fournisseur (**PAS-F**) remis à l'appui de son offre ;
- Le plan d'Assurance et de Contrôle Qualité Maintenance (**PACQM**) remis à l'appui de son offre ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (**CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021**),
- La **proposition technique du Titulaire** remise à l'appui de son offre.

Toute clause portée dans l'offre technique et financière du Titulaire, contraire aux dispositions des premiers documents du marché, est réputée non écrite.

Le CCAG-TIC bien que non joint, est réputé connu et accepté sans réserve par le Titulaire.

Les documents originaux sont conservés dans les archives de la HAS et font seuls foi.

ARTICLE 11 - RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLÉMENTAIRES

La HAS se réserve la possibilité de procéder, en application des articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, à des modifications du marché public dont le montant cumulé, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique, ne doit pas dépasser 50% du montant du marché initial.

La HAS se réserve la possibilité de procéder, en application de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, à des modifications non substantielles du marché, quel qu'en soit le montant.

Pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées par le marché objet de la présente consultation, il sera possible de recourir à la procédure de passation sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - RÔLE DES PARTIES ET ORGANISATION DES PRESTATIONS

Maîtrise d'œuvre

Le Titulaire assure la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des prestations à sa charge.

Maîtrise d'ouvrage

La HAS assure la maîtrise d'ouvrage.

Organisation

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à organiser son équipe de façon à assurer une continuité dans l'exécution de la prestation. En cas d'événement impactant l'organisation, le Titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser le représentant de la HAS par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Il doit en outre prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment au regard des délais d'exécution.

Il est précisé que le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant du marché.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'après accord écrit de la HAS. Les obligations mentionnées au présent article s'appliquent de plein droit aux personnels des éventuels sociétés sous-traitantes.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des informations fournies par la HAS lui est suffisant pour réaliser et assumer pleinement ses prestations et les engagements et garanties afférents.

13.1 Obligations générales du Titulaire

13.1.1. Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage sur une obligation de résultat pour l'ensemble de ses engagements conformément aux spécifications du CCTP et aux dispositions visées dans les autres pièces contractuelles du présent marché, y compris les délais.

Le Titulaire reste engagé à une obligation de résultat, même en cas de sous-traitance. L'obligation de résultat se situe sur le plan de l'action en responsabilité contractuelle : le Titulaire accepte qu'en cas d'incident, sa faute contractuelle est présumée ; il lui appartiendra donc de démontrer une éventuelle carence de la HAS pour se soustraire à sa responsabilité présumée.

13.1.2. Qualité de service

Le Titulaire s'engage sur une qualité de service conforme aux indicateurs contractuels, aux règles de l'art et aux normes de qualité.

Le Titulaire procède à l'installation des mises à jour de sécurité des logiciels et progiciels utilisés dans le cadre du système, après avoir procédé aux tests requis permettant de vérifier qu'ils ne généreront pas d'interruption de l'accès, d'indisponibilité ou une dégradation des performances ou des fonctionnalités.

Le Titulaire déclare avoir pris la mesure des attentes de la HAS en matière d'efficacité et de rapidité de service, notamment en ce qui concerne les temps de réponse.

13.1.3. Exigences réglementaires et opérationnelles

Le Titulaire devra répondre, s'agissant des prestations et équipements spécifiques fournis en vertu du marché :

- Aux exigences de sécurité et de confidentialité des données à caractère personnel, et en particulier des données de santé à caractère personnel, et ce, dans les limites et conditions prévues au marché ;
- Aux exigences de haute disponibilité et de performance des systèmes d'information liées au domaine de la santé ;
- Aux exigences d'évolutivité, y compris réglementaires, de sécurité des accès et de traçabilité des actions et des interventions.

13.1.4. Obligation d'information, conseil et mise en garde

En sus de son rôle de maître d'œuvre, le Titulaire, du fait de sa connaissance technique et de son savoir-faire, doit informer préalablement la HAS sur la nature de son intervention sur les choix techniques qu'il effectue, sur les conséquences de ces choix et sur les risques qui peuvent en résulter. Cette démarche du Titulaire doit être active. Il ne doit pas seulement se contenter de répondre aux questions posées par la HAS ; il se doit d'anticiper les problématiques ou les risques que la HAS n'auraient pas soulevés.

Le Titulaire s'engage à communiquer à la HAS l'ensemble des informations nécessaires consistant, notamment, dans les spécifications d'interface nécessaires pour permettre le fonctionnement du système.

Le Titulaire s'engage à collaborer de façon active dans le cadre de l'exécution du marché.

13.1.5. Gestion des risques

Le Titulaire identifie les risques et facteurs de risques dès le démarrage des prestations et les remet sous forme de synthèse à la HAS. Dans la mesure de son expertise, il propose des plans de levée des risques en concertation avec la HAS.

Le Titulaire met à jour périodiquement les risques et facteurs de risques au cours du Marché, notamment lors des changements de phase du Marché. Il les remet sous forme de synthèse à la HAS. Dans la mesure de son expertise, il propose des plans de levée des risques en concertation avec la HAS.

13.1.6. Traitements des anomalies

Le Titulaire s'engage sur une très forte réactivité en cas de problème.

A défaut de correction, le Titulaire devra fournir une solution de contournement à l'anomalie, dans l'attente de pouvoir fournir une correction définitive.

L'éventuel délai d'intervention sur site comprend le temps de déplacement et court à compter de l'enregistrement de l'anomalie.

13.2 Obligations spécifiques du titulaire

Le Titulaire s'engage à ce que chaque élément du système et le système lui-même respecte la réglementation en vigueur, et permette une utilisation conforme à la réglementation en vigueur par les utilisateurs finaux.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre de moyens techniques, conformes à la réglementation en vigueur, permettant l'identification, l'authentification des utilisateurs du système (y compris les personnels du Titulaire) et de moyens de contrôle d'accès aux données que le système permet de traiter.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre de moyens techniques ou de procédures permettant d'acquitter la réception des données et informations au sein du système.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance, et de traçabilité des accès aux données au sein du système et des actions réalisées sur tous ses éléments. Le niveau de traçabilité mis en œuvre doit permettre de fournir :

- L'historique des accès aux données au sein du système ;
- L'historique des consultations à ces données ;
- Le contenu des données consultées ;

- La nature des traitements éventuellement opérés. Les données de traçabilité doivent être sauvegardées de sorte que soient assurées :
 - ✓ La complétude des données sauvegardées ;
 - ✓ La confidentialité des données de traçabilité ;
 - ✓ L'intégrité des données de traçabilité.

Le Titulaire s'engage à la mise en œuvre de moyens de surveillance visant à alerter l'utilisateur du système d'une atteinte à la sécurité de celui-ci.

Le Titulaire s'engage à la mise en place de moyens permettant d'assurer que toute atteinte à l'intégrité du système ou des données qu'il comprend fasse l'objet d'alertes et d'actions formalisées.

13.3 Obligations de la HAS

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

ARTICLE 14 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

14.1 Engagements de pérennité

Le Titulaire s'engage à assurer la pérennité du système :

- Il assure une maintenance et un suivi en rapport ;
- Les sources et la documentation sont tenues à jour en référence à l'état de l'art ;
- Il assure les évolutions légales en lien avec la stratégie nationale des SI de Santé.

14.2 Engagements de conformité générale

Le Titulaire s'engage sur la conformité du système à la documentation et aux spécifications résultant des documents contractuels.

14.3 Engagements d'interopérabilité

Le Titulaire déclare avoir pris la mesure de l'importance de l'interopérabilité dans le cadre des prestations à réaliser.

14.4 Engagements de compatibilité

Le Titulaire assure la compatibilité entre eux des différents éléments du système.

Le Titulaire assure la compatibilité ascendante entre elles des versions successives du système et s'engage sur la réalisation des développements spécifiques non intégrés au système de telle sorte à pouvoir en assurer aisément la compatibilité ascendante avec les nouvelles versions du système.

Le Titulaire reconnaît que les engagements de compatibilité ascendante sont substantiels pour la HAS.

14.5 Engagements de performances et d'ergonomie/design

Le Titulaire assure le maintien des performances telles que prévues au cahier des charges et aux documents contractuels et en référence à ce qui s'applique généralement en matière de temps de réponse.

Le Titulaire s'engage à ce que les performances et les qualités ergonomiques et de design ne se dégradent pas, dans le cadre d'une utilisation conforme aux documents contractuels.

Dans le cadre éventuel de la mise en application de cet engagement, le Titulaire s'interdit de diminuer les qualités ergonomiques des fonctionnalités fournies pour pallier des dégradations de performances.

14.6 Engagements anti-virus et sécurité

La seule constatation de la présence d'un virus dans le système et/ou ses éléments entraîneront la mise en jeu de la responsabilité contractuelle du Titulaire, s'il est prouvé que le virus était présent dans le système et/ou l'un des éléments du système au moment de la livraison, et n'a pas été introduit dans le système et/ou ses éléments par le biais de l'infrastructure ni d'une cause extérieure au Titulaire.

En cas de présence d'un virus dans le système au moment de la livraison, le Titulaire supportera les dommages et intérêts dus à la HAS en raison du préjudice subi, à charge pour lui de se retourner, le cas échéant, contre les véritables responsables.

Le Titulaire interviendra, en outre, immédiatement, sans aucun coût supplémentaire, afin d'éliminer le virus, et procédera au rétablissement des éléments endommagés du système.

14.7 Engagements de jouissance paisible

Le Titulaire assure la HAS contre toute action en contrefaçon.

A ce titre, le Titulaire s'engage à intervenir dans toutes actions qui seraient initiées à l'encontre de la HAS sur le fondement de la contrefaçon de droit d'auteur, de brevet, de marques, de dessins et modèles, de violation du secret des affaires, de toute violation du droit de propriété intellectuelle du fait du système. Cette garantie est soumise aux conditions expresses suivantes :

Dans le cas où une interdiction d'utilisation serait prononcée en conséquence d'une action en contrefaçon ou résulterait d'une transaction signée avec le demandeur à l'action en contrefaçon, le Titulaire s'efforcera à son choix et à ses frais soit :

- D'obtenir le droit pour la HAS de poursuivre l'utilisation ;
- De remplacer la partie contrefaisante par un élément équivalent ne faisant pas l'objet d'une action en contrefaçon ;
- De modifier la partie contrefaisante de façon à éviter ladite contrefaçon.

En toute hypothèse, le Titulaire s'engage à prendre à sa charge tous dommages et intérêts auxquels pourrait être condamné la HAS par une décision de justice devenue définitive et ayant pour base exclusive la démonstration d'une contrefaçon.

14.8 Engagements collaboratifs

Une organisation basée sur un travail fortement collaboratif doit être mise en place. La HAS s'engage pour cela à fournir au Titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation de la prestation. Le Titulaire en fera la demande au plus tôt auprès de la HAS.

La prestation est menée dans la plus grande transparence, quel que soit le contexte.

Le Titulaire préconise des solutions respectant les délais de mise en œuvre définis dans l'ensemble des documents contractuels. Le Titulaire s'engage à une forte réactivité, et ce tout au long du marché.

Le Titulaire précise le cas échéant toute démarche de nature à améliorer, optimiser le processus de traitement des anomalies. Le Titulaire doit apporter tout son savoir-faire pour maintenir un fonctionnement opérationnel, sans dégradation des performances ni de la fiabilité de l'application SIAM.

Le Titulaire prend en compte l'ensemble des procédures, méthodologies, règles mises en place par la HAS dans le processus de maintenance des applications. Le Titulaire doit aussi respecter les contraintes d'organisation de la maintenance de l'ensemble du Système d'information de la HAS et se conformer aux allotissements (notamment en termes de qualification) de maintenance planifiée par les instances de pilotage. L'allotissement de la maintenance vise à lisser les actions de maintenance de l'ensemble des applications en production. Les instances de pilotage peuvent mettre à disposition du Titulaire les éléments nécessaires à la planification.

Sur demande de la HAS, le Titulaire intervient auprès des équipes du SSI pour les assister dans leur prise en compte des livraisons qui seront effectuées. Le Titulaire assure le cas échéant cette tâche dans les locaux de la HAS.

ARTICLE 15 - NIVEAUX DE SERVICE

15.1 Indicateurs

Les engagements de délais et de niveaux de services sont déterminés dans les documents contractuels.

Par ailleurs, pendant toute la durée du marché, les instances de pilotage pourront proposer toute modification des indicateurs retenus et/ou leur remplacement, par tout indicateur complémentaire pertinent, quant à la qualité des services.

Les conditions de modifications et/ou de mise en place des indicateurs seront définies d'un commun accord et donneront lieu à la modification de la convention de service et le cas échéant l'établissement d'un avenant.

15.2 Traçabilité

Les indicateurs donneront lieu à un suivi régulier par le Titulaire en toute transparence avec la HAS à l'aide d'outils de pilotage mis en œuvre par le Titulaire.

Le Titulaire produira également les Livrables documentaires tels que décrits dans le CCTP.

ARTICLE 16 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

PACQM

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un Plan de Contrôle et d'Assurance Qualité de la Maintenance (PACQM) qui détaille le formalisme, les procédures et process d'échanges et de communication devant être respectées par les équipes du Titulaire notamment pour la gestion des incidents et l'entrée/sortie en production d'une application.

Le Titulaire décrit également dans ce plan les outils mis en œuvre, les procédures d'exploitation, de supervision et d'escalade et aborde la définition des responsabilités ainsi que les événements majeurs du Marché et leur mode de suivi.

Le PACQM fixe également les obligations en matière de participation aux structures d'instance et de pilotage du marché, de reporting, de gestion des risques.

Le Titulaire soumet ce PACQM à la HAS à l'appui de son offre. **Le PACQM doit être présente dans l'offre du Titulaire.**

Chaque modification du PACQM devra être notifiée à la HAS avant la date de prise d'effet pour validation.

Le Titulaire s'engage à respecter le plan d'assurance qualité définissant l'ensemble des relations administratives et techniques entre lui et la HAS et à la mettre à jour, sans frais complémentaires.

PAS

Le plan d'assurance sécurité (PAS) règlemente les conditions d'échanges d'informations dans le cadre du marché. Le Titulaire peut disposer d'un accès au Système d'Information de la Haute Autorité de santé soit pour y effectuer les activités, soit dans le cadre d'une connexion automatisée de l'objet de la prestation, dans des environnements définis devant être décrits dans le Document d'Architecture Technique (DAT) ou documents équivalents (contrat, documentation technique, etc.).

Livraisons

Les modalités de livraison sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 17 - SUIVI ET GOUVERNANCE

Le Titulaire s'engage à organiser une gouvernance interne, de nature à assurer la pérennité et la cohérence d'actions des entités qui le composent dans les conditions du CCTP.

Le Titulaire accepte le mécanisme de gouvernance des relations sur chacun des points suivants :

- Périmètre ;
- Composition de l'instance de régulation ;
- Principes directeurs ;
- Modes de résolution des litiges.

Les réunions font l'objet de comptes rendus rédigés par le Titulaire et envoyés à la HAS pour approbation ou réserves.

Le suivi de la prestation sera réalisé au travers de trois instances :

- Le Comité opérationnel ;
- Le Comité de suivi ;
- Le Comité de bilan annuel.

ARTICLE 18 - LIVRABLES DOCUMENTAIRES

Les Livrables documentaires fournis par le Titulaire au titre du Marché sont constitués de l'ensemble de la documentation quel qu'en soit le format ou le mode de transmission, visé par l'une ou l'autre des pièces contractuelles du Marché.

ARTICLE 19 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de recette s'effectuent en 2 phases à l'issue de la Mise en Ordre de Marche (MOM) :

- vérification d'Aptitude (VA) ;
- vérification en Service Régulier (VSR).

Pendant les phases de VA et VSR le Titulaire devra assurer la correction des anomalies détectées dans les temps impartis par nature d'anomalie et type de phase. Les modalités de suivi de ces anomalies seront décrites dans les documents constitutifs du marché et dans le Plan de Contrôle et d'Assurance Qualité de la Maintenance.

19.1 Mise en ordre de marche

Les dates et heures de mise en ordre de marche sont déterminées d'un commun accord entre les parties. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC en ce qui concerne le délai, la mise en ordre de marche est alors effectuée par le Titulaire dans un délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de la livraison de l'ensemble fonctionnel à tester.

La mise en ordre de marche est constatée par un procès-verbal de mise en ordre de marche signé par le Titulaire qui le remet à la HAS.

19.2 Vérification d'Aptitude (VA)

La VA a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents du marché.

La VA démarre lorsque le Titulaire notifie à la HAS la mise en ordre de marche de l'ensemble fonctionnel testé.

La VA a une durée de 40 jours ouvrés maximum par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC sous réserve des suspensions éventuelles précisées ci-après.

A l'issue des 40 jours ouvrés au plus tard, la HAS notifie sa décision de réception, de réception avec réserves, de réception avec réfaction, de rejet ou d'ajournement au Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-TIC.

La réception avec réserves est prononcée s'il subsiste 15 au plus anomalies mineures. Toutefois ces anomalies doivent être corrigées par le Titulaire avant la fin de la VSR.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche pourra être exécutée à la demande de l'acheteur.

19.3 Vérification de Service Régulier (VSR)

La VSR a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation telles que prévues dans les documents du marché.

La VSR débute à la suite de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur. Sa durée est définie au cas par cas d'un commun accord entre les parties lors de la commande, par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC.

À l'issue de la durée de la VSR, la HAS notifie sa décision de réception, de réception avec réserves, de réception avec réfaction, de rejet ou d'ajournement au Titulaire.

La réception avec réserves est prononcée s'il subsiste 5 au plus anomalies mineures. Toutefois ces anomalies doivent être corrigées par le Titulaire dans un délai défini par la HAS lors de la réception. Le délai court à compter de la date de notification au Titulaire de la décision portant sur l'ensemble fonctionnel. Une réfaction de 15% du montant des prestations de réalisation est appliquée jusqu'à la correction de l'intégralité des anomalies. Les 15% ne pourront être payés que si à l'issue du délai défini par la HAS, l'ensemble des anomalies a été corrigé.

Réception

La VSR positive vaut réception de l'ensemble fonctionnel testé.

La VSR négative vaut rejet.

La réception d'un ensemble fonctionnel entraîne son transfert de propriété à la HAS.

19.4 Réception des prestations objet du marché

Les évolutions sont qualifiées par la HAS sur une plateforme de tests avant mise en production.

Pour les évolutions classiques, la HAS décidera si elle souhaite, à l'issue de la Mise en Ordre de Marche (MOM), réaliser les opérations de recette en une phase unique ou en deux phases comme pour les évolutions majeures. La modalité retenue sera précisée sur chaque bon de commande.

Pour les évolutions majeures, les opérations de recette s'effectuent en 2 phases à l'issue de la Mise en Ordre de Marche (MOM) :

- Vérification d'Aptitude (VA),
- Vérification en Service Régulier (VSR).

Le Titulaire assiste les personnels désignés par la HAS pour mener à bien ses tests. L'assistance porte notamment sur les points suivants :

- Assistance fonctionnelle,
- Explication de l'implémentation d'une fonction dans l'application,
- Analyse des retours de recette,
- Correction éventuelle des anomalies détectées et relivraison des corrections, etc.

Objectifs :

- Vérification de l'adéquation du produit aux fonctionnalités attendues sur l'environnement de recette,
- Organisation des interactions entre le Titulaire et la HAS pour la prise en compte et la correction des anomalies détectées pendant les tests,
- Définition des scénarii de tests sur l'environnement de recette. Ces scénarii sont réalisés par la HAS, sur la base des cahiers de recette fournis par le Titulaire.

Les Livrables attendus du Titulaire pendant toute la période de réception sont les suivants :

- Reporting périodique sur le suivi des fiches d'anomalie jusqu'à leur clôture, et utilisation de l'outil JIRA de la HAS,
- Correction des incidents,
- Documents techniques et fonctionnels mis à jour,
- Train de maintenance et scripts associés mis à jour, avec documentation d'installation de la version,
- Sources mises à jour suite aux correctifs effectués pendant cette phase,
- Manuel(s) utilisateur(s) mis à jour,
- Modèle de données actualisé,
- Le cas échéant, la fourniture :
 - o des cahiers ou bilans de recette du Titulaire,
 - o des procédures nécessaires pour :
 - o le chargement sur l'environnement de tests des jeux d'essais élaborés par les utilisateurs,
 - o le vieillissement éventuel des données en cas de recette d'un traitement décalé dans le temps.

Toute livraison par le Titulaire d'une nouvelle version de l'application, recettée techniquement par la HAS, se fait sous la forme d'un livrable de déploiement versionné, compatible avec l'environnement technique de l'application.

Pour réaliser les travaux qui lui incombent pendant cette étape, la HAS se réserve le droit de faire appel à une prestation externe en cas de besoin, afin de renforcer ses propres équipes pour tout ou partie de l'exécution de la recette.

Pour chaque demande d'évolution (ou lot d'évolutions), le processus est récapitulé dans les tableaux suivants :

Cas d'une évolution majeure :

Activité	HAS	Titulaire
Expression du besoin	X	
A la demande de la HAS, devis pour l'implémentation de l'évolution		X
Si le devis est accepté par la HAS, émission d'un bon de commande	X	
Implémentation ¹ des travaux		X
Installation du train de maintenance sur la plateforme de recette HAS	X	Assistance
Recette de l'évolution	X	Assistance
Mise en production	X	Assistance

¹ Il s'agit d'assurer toutes les activités de mise en œuvre des évolutions, et en particulier :

- Spécifications détaillées,
- Conception technique,
- Réalisation + Tests unitaires,
- Tests d'intégration et de non régression,
- Mise à disposition du train de maintenance.

Activité	HAS	Titulaire
Expression du besoin	X	
Etude de la demande donnant lieu à une estimation et une étude d'impact		X
Si estimation non acceptable par la HAS, arrêt du processus	X	
Si estimation acceptable par la HAS, demande de devis de spécifications, puis d'implémentation	X	
A la demande de la HAS, fourniture d'un devis pour la réalisation d'un dossier de spécifications détaillées de l'évolution		X
Si le devis de spécifications est accepté par la HAS, émission d'un bon de commande	X	
Dossier de spécifications détaillées		X
A la demande de la HAS, fourniture d'un devis pour l'implémentation de l'évolution		X
Si le devis de réalisation est accepté par la HAS, émission d'un bon de commande	X	
Implémentation ² des travaux		X
Installation du train de maintenance sur la plateforme de recette HAS	X	Assistance
Recette de l'évolution	X	Assistance
Mise en production	X	Assistance

Autres Réceptions :

La HAS dispose de 30 jours ouvrés maximum pour procéder aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives. À l'issue des opérations de vérification, la HAS peut prendre une décision écrite expresse de réception, de réception avec réserves, de réception avec réfaction, d'ajournement, ou de rejet des prestations, qui est notifiée au Titulaire.

La HAS prononce la réception des prestations si celles-ci correspondent aux stipulations du marché.

Elle peut également prendre une décision d'ajournement dans l'hypothèse où elle juge que les prestations peuvent être améliorées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point.

Elle peut également prendre une décision de réception avec réserves lorsqu'elle juge que les prestations peuvent être améliorées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point mineures.

Elle peut décider de rejeter ces prestations. La décision de rejet doit être motivée.

Enfin, lorsqu'une prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, la HAS peut l'admettre avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

19.5 Livraison des nouvelles versions de l'application

Toute livraison par le Titulaire d'une nouvelle version de l'application, à recetter par la HAS, se fera sous la forme d'un livrable de déploiement versionné, compatible avec l'environnement technique de l'application.

19.6 Réception des livrables documentaires

Dans l'exercice de ses missions, le Titulaire doit remettre à la HAS les Livrables documentaires prévus dans le cadre du Marché.

La HAS dispose d'un délai de dix jours ouvrés à compter de la remise de chacun des Livrables documentaires pour vérifier sa conformité aux stipulations prévues dans le Marché, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-TIC.

Le prix des livrables documentaires est inclus dans le prix du marché.

Les opérations de vérification portent notamment sur le respect des engagements du Titulaire en matière de :

- Exhaustivité et qualité des Livrables documentaires ;
- Qualité rédactionnelle ;
- Pertinence et valorisation des indicateurs contenus dans les tableaux de bord.

² Il s'agit d'assurer toutes les activités de mise en œuvre des évolutions, et en particulier :

- Conception technique,
- Réalisation + Tests unitaires,
- Tests d'intégration et de non régression,
- Mise à disposition du train de maintenance.

La HAS prononce la réception, la réception avec réserves, la réception avec réfaction, l'ajournement ou le rejet des Livrables documentaires.

La HAS se réserve le droit de refuser de réceptionner un Livable documentaire afin de permettre une exploitation convenable du document. Dans ce cas, le Titulaire sera tenu de reprendre gracieusement les études engagées afin de fournir à la HAS, dans un nouveau délai convenu entre les parties, un document satisfaisant, dans la limite de deux versions supplémentaires.

Au terme de cette procédure, si aucun document satisfaisant n'a pu être produit, la HAS aura la possibilité de résilier le Marché pour faute dans les conditions fixées au présent CCAP.

Un contrôle de conformité des mises à jour des Livrables documentaires sera réalisé selon les modalités prévues au présent article pour toutes ces mises à jour.

ARTICLE 20 - REVERSIBILITE ET CONTINUITE DE SERVICE

Cette étape est décrite dans le CCTP.

ARTICLE 21 - PROTECTION DES DONNEES

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du marché, en sa qualité de sous-traitant au sens du RGPD, s'engage à effectuer pour le compte de la HAS, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection et au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après, « la loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée.

21.1 Description des données à caractère personnel concernées par le marché

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché sont :

- Pour les médecins : les noms, prénoms, coordonnées professionnelles (adresse email, département de la CPAM d'exercice, numéros de téléphone professionnels), les coordonnées personnelles (adresse email, numéros de téléphone), les actions réalisées par les médecins au cours des années (ex : participation à des formations, résultats d'audits de pratique...), leurs réponses à des questionnaires (diplômes, nombre d'interventions réalisées par an, pratiques professionnelles, opinions...), et aussi - s'ils ne les suppriment pas dans leurs bilans - les événements indésirables survenus dans leur pratique.
- Pour les patients, en cas de déclaration d'EIAS enregistrées dans le SIAM : le sexe, l'âge, poids, taille, événements médicaux.

21.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Les traitements faisant l'objet de la sous-traitance sont tous les traitements qui seront nécessaires pour la réalisation du présent marché.

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la HAS les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché. Il est précisé que le Titulaire ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable de traitement.

Les traitements de données sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

21.3 Finalités du traitement envisagé

La ou les finalité(s) du traitement faisant l'objet du présent marché est l'évolution du système d'information SIAM2 qui permet au niveau national :

- Aux médecins de s'engager dans le processus d'accréditation et de déclarer les événements indésirables associés aux soins et les actions réalisées dans le cadre de leur programme d'accréditation,
- Aux organismes agréés de traiter les dossiers d'engagement et de demande et de renouvellement d'accréditation ainsi que les déclarations d'événements indésirables associés aux soins, d'analyser les statistiques au travers de la base REX, de définir les programmes d'amélioration des pratiques des médecins et de suivre leur mise en œuvre,
- À la HAS d'administrer le système d'information.

21.4 Obligations du Titulaire vis-à-vis de la HAS

Le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du marché et instructions de la HAS. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** la HAS et accompagne la HAS dans la communication d'une violation de données à caractère personnel à la ou les personnes concernées... En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer la HAS de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Aider la HAS, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées la saisissent en vue d'exercer leurs droits.
4. Garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
5. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
7. Mettre à la disposition de la HAS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le RGPD et pour permettre la réalisation d'audits par la HAS ou un auditeur qu'elle aura mandaté.
8. Informer par écrit la HAS préalablement à tout transfert en dehors de l'UE des données à caractère personnel concerné par le présent marché.
9. **Sous-traitance au sens du code de la commande publique :**

Si le Titulaire souhaite recruter un sous-traitant dans les conditions des articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique pour l'exécution d'une partie des prestations du marché impliquant un traitement des données à caractère personnel décrites à l'article 21.1, tel que décrit à l'article 21.2, il devra au préalable recueillir l'autorisation écrite de la HAS. En amont de cette autorisation, le Titulaire indiquera clairement à la

HAS les activités de traitement qui seraient sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et la durée envisagée pour la sous-traitance.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire sera soumis aux mêmes obligations que le Titulaire en matière de protection de données, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant du Titulaire ne remplissait pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeurerait pleinement responsable auprès de la HAS de l'exécution des missions qui lui sont attribuées dans le cadre du présent marché.

10. Droit d'information des personnes concernées :

La HAS est responsable du droit des personnes concernées par le traitement des données.

Les catégories de personnes concernées sont les médecins, les experts, les gestionnaires organismes agréés par la HAS et les agents HAS.

Il appartient à la HAS de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

11. Droit des personnes concernées

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider la HAS à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception :

- par courrier électronique à dpo@has-sante.fr
- ou par courrier postal à la HAS, Service Juridique, DPO, 5 avenue du Stade de France, 93212 Saint Denis La Plaine

12. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à la HAS toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à dpo@has-sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la HAS, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées le cas échéant.

13. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par la HAS de ses obligations

Le Titulaire aide la HAS pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le Titulaire aide la HAS pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, le cas échéant.

14. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché.
- Respecter les avis et les recommandations de la CNIL, notamment ceux qui concernent les règles de sécurité et de gestion applicables, en particulier, aux données archivées.

15. Sort des données à caractère personnel

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

16. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à la HAS **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

17. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la HAS comprenant :

- Le nom et les coordonnées de la HAS pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de la HAS ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

18. Documentation

Le Titulaire met à la disposition de la HAS la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'éventuels audits, y compris des inspections, par la HAS ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

21.5 Obligations de la HAS vis-à-vis du Titulaire

La HAS s'engage à :

1. fournir au Titulaire les données visées à l'article 21.1 ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations lui incombant au titre de la réglementation applicable à la protection et au traitement des données à caractère personnel ;
4. superviser le traitement.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sauf dérogations, les dispositions du CCAG-TIC sont applicables.

La HAS et le Titulaire du marché conservent chacun la propriété des droits de propriété intellectuelle qu'ils détenaient en amont du présent marché.

22.1 Régime des connaissances antérieures

Conformément aux dispositions de l'article 43.2 du CCAG-TIC, « *les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché* ».

En vertu de l'article 43.3 du CCAG-TIC, « *Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.* »

Ainsi, dans le cadre du présent marché, sont qualifiées de connaissances antérieures la documentation associée au SIAM, les codes sources et les données du système dont dispose la HAS préalablement à la signature du marché.

La HAS et le Titulaire du marché conservent chacun la propriété de tout droit portant sur des connaissances antérieures qu'il détenait avant la conclusion du présent marché. Le Titulaire a l'obligation d'identifier dans son offre les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qu'il détient ainsi que celles qu'il envisage d'utiliser.

Dès lors que le Titulaire incorpore des connaissances antérieures (standards ou non) dans les résultats, il autorise la HAS à les utiliser autant que de besoin, sans limitation de durée ou de territoire dès lors que cette utilisation est liée à l'exploitation directe des résultats.

22.2 Régime des résultats

En application de l'article 43.1 du CCAG-TIC, les résultats désignent « *tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché* ».

Ainsi, sont qualifiés de résultats, les livrables et les correctifs et évolutions apportés au titre de la maintenance, à savoir :

- les codes sources,
- les supports,
- les rapports,
- la documentation,
- les études réalisées par le prestataire dans le cadre du contrat,
- les analyses détaillées, les spécifications élaborées par le Titulaire,
- et plus généralement tout le matériel préparatoire de conception nécessaire à l'élaboration des livrables.

En l'absence d'identification expresse par la HAS ou le Titulaire d'un élément comme constituant une connaissance antérieure (standard ou non), cet élément est réputé être un résultat.

Conformément à l'article 46.2.1 1° du CCAG-TIC, les droits de propriété intellectuelle afférent aux résultats sont cédés à titre exclusif par le Titulaire à la HAS pour les besoins et finalités décrits dans le présent document. Cette cession est consentie sans limitation de territoire et de durée et pour tous modes d'exploitation et toutes destinations des livrables sur tous supports actuels et futurs.

ARTICLE 23 - LIVRABLES DOCUMENTAIRES

Les Livrables documentaires fournis par le Titulaire au titre du marché sont constitués de l'ensemble de la documentation quel qu'en soit le format ou le mode de transmission, visé par l'une ou l'autre des pièces contractuelles du marché.

ARTICLE 24 - LIEU D'EXECUTION DU MARCHE

Les prestations faisant l'objet du marché seront exécutées, selon les besoins, dans les locaux du Titulaire ou de la HAS dont l'adresse est la suivante :

HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ
Immeuble du Green Corner
5, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis-La Plaine Cedex

S'agissant du premier cas, l'article 17 du CCAG-TIC est applicable.

ARTICLE 25 - ACCES AUX LOCAUX ET USAGE DES RESSOURCES DE LA HAS

Une autorisation expresse est nécessaire pour :

- Toute intervention sur un site de la HAS ;
- Introduire sur site des matériels exogènes ;
- Tout usage des ressources informatiques de la HAS en dehors de la présence et de la supervision d'un représentant de la HAS (ordinateurs, serveurs, imprimantes, périphériques, réseaux locaux des sites de la HAS, logiciels, et plus généralement tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de la HAS).

ARTICLE 26 - CONTROLE DES PRESTATIONS – AUDIT

Le Titulaire accepte que la HAS, après l'en avoir avisé avec un préavis de sept (7) jours calendaires, par dérogation à l'article 24 du CCAG-TIC, puisse auditer ou faire auditer par un tiers non concurrent (direct ou indirect) les conditions d'exécution du marché. Le délai de préavis peut être supprimé en cas de dysfonctionnement grave du système d'information.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de cabinet extérieur proposé par la HAS.

Cet audit pourra porter notamment sur les points suivants :

- Le respect des normes en vigueur ;
- Le respect de la politique de sécurité ;
- Les conditions d'exploitation du PACQM et du PAS ;
- Le respect des niveaux de service ;
- Les éléments ayant servi à établir les devis et/ou les factures.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de la HAS ou avec le cabinet extérieur qu'il aura mandaté à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître quelque contravention que ce soit aux obligations du Titulaire, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires sans délai à compter de la notification faite par la HAS aux frais du Titulaire.

Le Titulaire convient qu'en tout état de cause, la procédure d'audit ne l'exonère d'aucune manière du respect de ses obligations.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables à la HAS, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

L'audit peut être effectué à tout moment et ne doit pas perturber le déroulement des prestations à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à permettre aux auditeurs mandatés par la HAS l'accès aux informations nécessaires à leur mission, étant entendu que :

- La consultation des documents doit se faire dans les locaux du Titulaire ou dans ceux de la HAS et est limitée à l'objet des missions imparties aux auditeurs, les informations recueillies ne pouvant être utilisées à d'autres fins ;
- Aucune reproduction, totale ou partielle, des documents ne peut avoir lieu sans l'accord préalable du Titulaire, qui ne peut s'y opposer que pour des raisons de confidentialité.

Un exemplaire du rapport d'audit sera remis au Titulaire.

ARTICLE 27 - PRIX

27.1 Généralités

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'Euro (€).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations y compris notamment les éventuels frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire.

Les prix s'entendent hors taxes et sont majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

27.2 Forme des prix

Pour les prestations conclues à prix unitaires, les fournitures commandées sont rémunérées par l'application des prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU – annexe n°2 à l'acte d'engagement).

La part à commandes est destinée à rémunérer les prestations susceptibles d'être commandées par la HAS, tout au long de l'exécution du présent marché. Ces prestations précisées au CCTP donneront lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de la HAS. Elles seront rémunérées, en fonction de la nature des prestations commandées, sur la base des prix unitaires contenus dans le bordereau des prix unitaires spécifique (annexe n°2 à l'acte d'engagement).

Pour les prestations conclues à part forfaitaire, les prix initiaux figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF – annexe n°1 à l'acte d'engagement) sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres finales (cf. date de la remise des offres par le Titulaire), appelé « mois zéro ».

27.3 Révisions

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres finales ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Ils sont ensuite révisibles tous les ans, à la date anniversaire du marché et sous réserve de reconduction(s) de celui-ci selon la formule suivante :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (In/Io)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn: coefficient de révision.
- Index (n) : Valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision annuelle est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base du dernier indice connu à la date de révision. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'indice de référence - INSEE – est « **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique - Base 2021 – Données trimestrielles brutes** » – Identifiant 010766573

Les calculs seront effectués avec deux chiffres après la virgule pour le coefficient de révision.

Les prix révisibles ne sont pas applicables aux commandes passées préalablement avant la date anniversaire du marché.

Modalités de mise en œuvre des révisions :

Le Titulaire transmet à la personne publique (Pôle Achats et Marchés Publics) deux mois avant la date anniversaire du marché, les nouveaux prix applicables.

La révision se fait prix par prix.

Le Titulaire fournit à la HAS toute justification utile à l'appui de sa demande.

La personne publique informe le Titulaire, dans un délai d'un mois à compter de la réception de sa demande, de l'acceptation ou non de la révision.

En cas de Titulaire extérieur à la « zone Euro », il est précisé qu'aucune révision pour cause de variation de change n'est admise.

En cas d'acceptation, les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché.

Les formules de révision sont plafonnées chacune à une augmentation de 5% par an.

Une augmentation supérieure à 5% issue de l'application des formules de révision ne pourra s'appliquer qu'en cas de circonstances exceptionnelles dûment attestées par le Titulaire, par conclusion d'un avenant entre les parties.

À la suite d'une révision des prix à la hausse, en cas de baisse de l'indice de référence constatée lors d'une échéance ultérieure, les prix sont révisés de plein droit par la HAS, qui en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché. La révision à la baisse ne peut toutefois conduire à des prix inférieurs aux prix contractuels initiaux.

ARTICLE 28 - PROCÉDURE DE COMMANDE

28.1 Définition du bon de commande

Par bon de commandes, on entend toute commande de prestations, adressée au Titulaire avec indication du service utilisateur et signée d'une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont la Secrétaire générale, le responsable du service des finances, des achats et de la logistique (SFAL) et son adjointe, le responsable du service prescripteur et son adjoint(e) ou toute autre personne dont le nom aura été communiqué par écrit au Titulaire.

Toute modification de la liste au cours de l'exécution du marché fera l'objet d'une décision notifiée au Titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

28.2 Demande de devis

Les prestations fixées « sur devis » dans le bordereau des prix unitaires, feront l'objet d'une demande de devis adressée au Titulaire par la HAS.

La demande de devis sera adressée au Titulaire par voie électronique au référent unique désigné par le Titulaire dans son offre lors de la mise en concurrence, accompagnée de toutes informations nécessaires permettant au Titulaire de déterminer précisément la prestation à réaliser.

Le Titulaire s'engage à répondre dans un délai de **2 jours ouvrés maximum**, sauf délai spécifique fixé ou accepté par la HAS, par mail, à toute demande de devis formulée par la HAS. La réponse doit préciser le descriptif des prestations fournies, les délais de réalisation (si ceux-ci ne sont pas fixés dans le CCTP) et les coûts associés.

Une absence de réponse dans le délai requis pourra entraîner l'application de la pénalité de retard prévue au présent CCAP.

En cas d'acceptation du devis par la HAS, les prix nouveaux ainsi arrêtés dans le devis sont rendus contractuels et intégrés au BPU sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

28.3 Emission des bons de commande

Pour l'exécution de toute prestation, la HAS établit un bon de commande, et l'adresse au Titulaire, une fois revêtu de la signature de l'une des personnes mentionnées à l'article 28.1 du présent document.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (annexe n°2 à l'acte d'engagement).

La communication du bon de commande au Titulaire est effectuée par tout moyen permettant d'en accuser réception à date certaine (courrier ou courriel).

Une fois que la HAS a notifié le bon de commande, le Titulaire exécute les prestations correspondantes.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, quelle que soit la date de réalisation de la prestation. La HAS ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Pour le présent marché, la durée d'exécution ne pourra s'étendre au-delà de 6 mois à compter de la date de fin de validité du marché.

28.4 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- La référence au présent marché ;
- La ou les prestations commandées sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cas échéant les références du devis ;
- La date et le lieu d'exécution ;
- Les quantités commandées ;
- Les délais d'exécution ;
- Le(s) prix contractuel(s) unitaire(s) H.T. de la prestation ;
- Le décompte en valeur hors taxes de l'ensemble de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la commande.

ARTICLE 29 - MODALITES DE REGLEMENT

29.1 Avance

L'option B du CCAG-TIC est applicable aux conditions de versement de l'avance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'avance est prévue aux articles L. 2191-2 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit du versement d'une partie du montant d'un marché public au Titulaire de ce marché avant tout commencement d'exécution de ses prestations pour lui permettre de faire face aux premières dépenses du marché.

Les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

En application de l'article R. 2191-19 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande émis.

Le Titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance.

Pour rappel :

Pour les prestations conclues à prix unitaires :

En vertu de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, les prestations du présent marché exécutées à bons de commande ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Dans le cas où la durée d'exécution du bon de commande émis est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande en cause.

Si la durée d'exécution du bon de commande émis est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à un taux fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande, divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Pour les prestations conclues à prix forfaitaire :

Selon l'article R2191-3 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut accorder une avance au Titulaire d'un marché que lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article R 2151-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% du montant forfaitaire initial toutes taxes comprises de la première année du marché.

29.2 Acomptes

Aucun acompte n'est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

29.3 Paiement

Les prestations suivantes font l'objet d'un paiement séparé tel que décrit ci-dessous :

Le paiement des prestations relevant de la part forfaitaire s'effectue : pour la première année du marché, le paiement des prestations relative à l'étape de lancement (phase d'initialisation et de prise de connaissance) s'effectue après admission desdites prestations, remise du rapport de diagnostic et du support de présentation et sur présentation de la facture.

Le paiement des prestations de l'étape de service opérationnel pour la première année du marché comme pour les années suivantes en cas de reconduction s'effectue mensuellement à terme échu après admission desdites prestations et sur présentation de la facture.

Le paiement des prestations de la part à commande s'effectue après admission desdites prestations, et sur présentation de la facture après établissement du service fait.

29.4 Remise des factures

Pour information, tous les fournisseurs doivent adresser leurs factures à une structure publique de façon dématérialisée, en se connectant au portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr).

Ce portail, en plus de permettre l'envoi de factures dématérialisées, permet de suivre l'avancement de leur traitement. Ce service est entièrement gratuit et a pour objectif, entre autres, la réduction des coûts, le raccourcissement des délais de paiement et la sécurisation des échanges.

Pour rappel, le numéro SIRET de la HAS est : 110 000 445 00020.

29.5 Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans le délai maximum de 30 jours.

La HAS procède au paiement à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de remise de la facture,
- Date d'admission des prestations.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur fait mandater les sommes qu'il a admises dans le délai susvisé, le complément étant mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige qui peut en résulter.

29.6 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai selon les textes en vigueur.

29.7 Renseignements d'ordre comptable

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la HAS.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de la HAS (même adresse).

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus dans le code de la commande publique est le Président de la HAS, représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 30 - SOUS-TRAITANCE

30.1 Conditions de la sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

Le Titulaire ne peut qu'en sous-traiter partiellement l'exécution à condition d'avoir obtenu de la HAS l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire doit, en outre, exécuter avec sa propre main-d'œuvre, une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.

Le Titulaire pourra avoir recours aux sous-traitants sous réserve de respecter les dispositions du code de la commande publique complétées par l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Au regard des termes du code de la commande publique, quelle que soit la nature des intervenants sous-traitants (fournisseurs de services, éditeurs...), aucun lien contractuel ne sera établi entre la HAS et les éventuels sous-traitants.

Au cas où il serait constaté que les moyens affectés par le Titulaire sont insuffisants au regard des obligations qu'il a contracté, le Titulaire s'oblige à y remédier sans délai.

En cas de sous-traitance dans le présent marché, il sera fait application des articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

30.2 Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste tenu envers la HAS de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Le Titulaire reste engagé à une obligation de résultat même en cas de sous-traitance.

30.3 Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

30.3.1. Demande de sous-traitance

Dans le cas où le Titulaire entend recourir à la sous-traitance, il fournit au coordonnateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Le Titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner au sens de l'article L. 2141-3 du code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un « acte spécial de sous-traitance » signé des deux parties. L'acte de sous-traitance doit parvenir à la HAS deux semaines au plus tard avant le début de l'exécution de la partie du marché par le sous-traitant.

Les sous-traitants connus au moment de la remise de l'offre devront être déclarés à la remise de l'offre. Ceux qui pourraient apparaître en cours de réalisation des prestations devront être déclarés au fur et à mesure et préalablement à leur intervention.

Le sous-traitant ne pourra commencer sa mission qu'après acceptation écrite expresse de la HAS.

30.3.2. Modification du volume de prestations sous-traitées

Dans le cas où le Titulaire du marché souhaite modifier le volume de prestations confiées à son sous-traitant régulièrement accepté, il tient ce dernier informé de cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception. L'acceptation de cette modification est alors constatée par un « acte spécial de sous-traitance modificatif ».

30.3.3. Paiement de la sous-traitance

La HAS étant soumise aux dispositions du code de la commande publique relative à la sous-traitance, le sous-traitant direct du Titulaire du marché (sous-traitant dit de premier rang) qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution sous réserve que le montant des prestations sous traitées soit supérieur à 600€ TTC.

Le cas échéant, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

ARTICLE 31 - PENALITES

31.1 Généralités

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent marché peut donner lieu à pénalisation.

Les pénalités prévues par le présent article ne présentent pas un caractère libératoire.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le défaut dans l'exécution du marché peut donner lieu et, notamment, de la résiliation fautive de tout ou partie du présent marché ou, en tant que de besoin, d'une action en dommages intérêts.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date effective de fin des relations contractuelles.

Le montant des pénalités vient en déduction des paiements à effectuer au titre du marché, indépendamment du recours direct de la HAS en cas d'insuffisance des sommes dues. Les pénalités seront calculées sur le montant toutes taxes comprises des prestations du marché.

Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

31.2 Pénalités pour retard

Conformément aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire s'expose à l'application des pénalités de retard. Les pénalités pour retard s'appliquent à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

En cas de retard dans la remise des propositions techniques et financières citées à l'article 28 du présent CCAP ou de retard dans la production de livrables prévus au CCAP ne constituant pas un retard dans l'exécution des prestations tel que décrit ci-dessus, la pénalité applicable est de 100 € TTC par jour.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

31.3 Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues aux articles 32 du présent CCAP, une pénalité de 100 euros TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire dans la limite des amendes prévues par les articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail et de 10% du montant du marché.

31.4 Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurances prévue à l'article 34 du présent CCAP, une pénalité de 50 € TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

31.5 Autres pénalités

- Absence aux réunions :

En cas d'absence non justifiée à une réunion, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € TTC par absence constatée.

- Non-conformité du niveau de qualification des équipes :

En cas de non-respect par le Titulaire des profils qu'il a indiqué affecter à l'exécution des prestations, celui-ci encourt, une pénalité dont le montant est fixé à 100 € TTC par profil présenté.

- Non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité :

Conformément aux dispositions de l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le Titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel, une pénalité égale à 0,5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur s'applique.
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur s'applique.

L'application de cette pénalité n'exonère pas le Titulaire et les membres de son équipe des éventuelles sanctions pénales dont ils pourraient faire l'objet.

ARTICLE 32 - TRAVAIL DISSIMULE

Les personnels employés par le Titulaire sont employés sous sa seule responsabilité, sans que la HAS puisse en aucun cas s'impliquer ni être impliquée dans leur recrutement ou leur gestion, étant rappelé que le Titulaire fait son affaire personnelle de l'intégralité des moyens nécessaires à l'accomplissement de l'objet du présent marché.

Conformément aux articles L. 324-14 et R. 324-1 et suivants du Code du travail, le Titulaire déclare expressément à la HAS qu'il a respecté et respectera les obligations issues du Code du travail et garantit que ni lui, ni ses cotraitants, sous-traitants et/ou fournisseurs n'a recours au travail dissimulé.

ARTICLE 33 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la HAS, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au chapitre VIII du CCAG-TIC.

ARTICLE 34 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra remettre à la HAS une attestation de la police souscrite par le Titulaire auprès d'une compagnie notoirement solvable couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 35 - QUALITÉ DE LA PRESTATION

Le Titulaire s'oblige à maintenir pendant toute la durée du marché un niveau de qualité résultant notamment :

- Des stipulations des documents contractuels,
- Des exigences figurant dans les différents documents émis dans le cadre du marché (demandes de la HAS, propositions, études et autres rapports du Titulaire ...),
- Des usages professionnels et des règles de l'art.

ARTICLE 36 - ÉVALUATION DU TITULAIRE

La HAS effectue de manière régulière une évaluation du Titulaire en termes de respect de ses engagements, de performance et de satisfaction. Cette évaluation est menée au travers des tableaux de bords fournis par le

Titulaire, de questionnaires d'évaluation du Titulaire (*a minima* à fréquence semestrielle) et d'audits/inspections éventuels. Le déclenchement et le pilotage de cette évaluation sont sous la responsabilité unique de la HAS.

Les résultats de cette évaluation sont fournis au Titulaire par la HAS afin qu'il propose et mette en œuvre les actions requises sur les points d'amélioration identifiés. Les plans d'actions et l'efficacité des actions implémentées sont validés par la HAS.

ARTICLE 37 - CONFIDENTIALITÉ

Dans le cadre du marché, toutes les informations et données communiquées de la HAS et du Titulaire, par écrit ou oralement, sont confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer directement ou indirectement à des tiers des informations relatives à l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance.

Le Titulaire s'engage à garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées, ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ce que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

Le Titulaire s'interdit d'utiliser ou de commercialiser directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, la ou les parties des rapports résumant l'activité du mois, les progrès atteints, les anomalies et leur délai de résolution.

Le Titulaire s'interdit d'utiliser ou de commercialiser directement ou indirectement et de quelque façon que ce soit, la ou les parties des rapports établis par le Titulaire concernant le savoir-faire propre aux métiers et activités de la HAS.

L'engagement de confidentialité est exigible pendant toute la durée contractuelle et 5 ans suivant le terme du marché.

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'une semaine, par dérogation à l'article 37 du CCAG-TIC, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

ARTICLE 38 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, la HAS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 39 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHE

Le droit applicable est le droit français.

Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.

Dans le cadre de l'exécution du marché, tous les documents, documentations, livrables et les correspondances relatives au marché et les factures seront rédigées en français. Le cas échéant la HAS peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

ARTICLE 40 - RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions et selon les modalités prévues au chapitre VIII du CCAG-TIC.

La résiliation du marché pourra être prononcée aux frais et risques du Titulaire après une mise en demeure restée sans effet pour tout cas de résiliation pour faute.

Lorsque la HAS décide d'arrêter l'exécution des prestations en application des motifs prévus à l'article 50 du CCAG-TIC, le marché est résilié sans ouvrir droit à indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 41 - LITIGES

41.1 Règlement amiable

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

41.2 Procédure contentieuse

En cas de désaccord persistant, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil).

Il est rappelé que la loi française est seule applicable. En cas de Titulaire étranger, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 42 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la réalisation de ses prestations, le Titulaire s'engage à prendre en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le Titulaire est invité à porter à la connaissance de la HAS ses éventuelles labellisations environnementales en lien avec l'objet du marché et ce durant toute la période d'exécution de ce dernier, étant entendu que ces labellisations constituent un niveau d'exigences renforcé en matière de performance environnementale.

Dans la mesure où la donnée peut être correctement estimée par le Titulaire, ce dernier adresse chaque année à la HAS le volume d'émissions de gaz à effet de serre correspondant aux prestations réalisées pour la HAS.

ARTICLE 43 - REFERENCES COMMERCIALES

Le Titulaire ne pourra utiliser le nom de la HAS ou tout autre signe distinctif lui appartenant à titre de référence commerciale qu'après avoir obtenu l'accord express, préalable et écrit de la HAS.

ARTICLE 44 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-TIC :

Article du CCAP	Article du CCAG-TIC
10	4.1
19.1	29
19.2	33.2.1
19.3	32.4
19.6	34.1
26	24
37	37